

REVUE
HISTORIQUE
DES
ARMÉES

Revue historique des armées

266 | 2012
France-Canada

De Gaulle, la France libre et le Canada pendant la Seconde Guerre mondiale

De Gaulle, Free France and Canada during the Second World War

Olivier Courteaux



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rha/7430>

ISBN : 978-2-8218-1229-1

ISSN : 1965-0779

Éditeur

Service historique de la Défense

Édition imprimée

Date de publication : 15 mars 2012

Pagination : 52-62

ISSN : 0035-3299

Référence électronique

Olivier Courteaux, « De Gaulle, la France libre et le Canada pendant la Seconde Guerre mondiale », *Revue historique des armées* [En ligne], 266 | 2012, mis en ligne le 16 février 2012, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rha/7430>

Ce document a été généré automatiquement le 2 mai 2019.

© Revue historique des armées

De Gaulle, la France libre et le Canada pendant la Seconde Guerre mondiale

De Gaulle, Free France and Canada during the Second World War

Olivier Courteaux

- 1 Dans ses *Mémoires de guerre*, le général de Gaulle évoque avec enthousiasme sa première visite officielle au Canada, en juillet 1944. Au ministre canadien de la Justice, Louis St-Laurent qui lui rend un bel hommage à la Chambre des Communes, de Gaulle, parlant de l'après-guerre, répond avec une formule heureuse qui augurait bien de l'avenir des relations franco-canadiennes : « *La France est sûre d'y trouver, à côté d'elle et d'accord avec elle, les peuples qui la connaissent bien. C'est dire qu'elle est sûre d'y trouver, d'abord, le Canada.* »
1
- 2 Il se souvient aussi de « *l'accueil démonstratif* » qu'il reçut partout, l'année suivante, lors d'une seconde visite. À l'époque, il avait rendu un vibrant hommage au Premier ministre Mackenzie King, « *ce vétéran d'une politique résolument canadienne* », et s'était réjoui de la solidité de l'alliance franco-canadienne². Le contexte de fin de conflit était favorable au développement de relations harmonieuses entre les deux pays, d'autant plus que le Canada travaillait activement à la réintégration de la France dans le concert des nations. Déjà, en 1943, le Canada avait joué un rôle déterminant dans les négociations sur la reconnaissance du Comité français de libération nationale (CFLN). À partir du printemps 1944, le gouvernement canadien multiplia les interventions auprès de Londres pour que la France soit associée aux négociations sur les termes de la capitulation allemande et pour qu'elle redevienne la grande puissance qu'elle était avant le conflit. En 1945, la France encore chancelante avait besoin d'alliés. Et le Canada offrait, de ce point de vue, toutes les garanties voulues. Enfin, de Gaulle n'oubliait pas que, dès le début de 1941, le gouvernement canadien l'avait soutenu, lui et la France libre ; alors même que les Canadiens-Français, lorsqu'ils ne lui étaient pas franchement hostiles, avaient choisi, dans leur grande majorité, de se maintenir dans une prudente réserve. L'aide du

gouvernement canadien était d'autant plus notoire que le Canada conservait – et conserva jusqu'en novembre 1942 – des relations diplomatiques avec le régime de Vichy.

- 3 En 1944, et plus encore en 1945, les propos aimables du général de Gaulle à l'encontre du Canada ne pouvaient pourtant pas masquer ses sentiments profonds pour le Canada français. « *D'abord, rendant visite à la ville de Québec, je m'y sens comme submergé par une vague de fierté française, bientôt recouverte par celle d'une douleur inconsolée, toutes les deux venues du lointain de l'Histoire* », écrit-il encore dans ses *Mémoires de guerre*. Lorsqu'il évoque « *la vague de fierté française* » et la « *tristesse inconsolable* »³ qu'il ressentit lors de sa première visite, de Gaulle fait nécessairement référence à la défaite française de 1759 et à la perte du Canada par la France lors du traité de Paris signé en 1763. Pour autant, de Gaulle ne voit dans le Canada français qu'un « *enfant naturel dont on reconnaît la paternité* », ou encore « *un rameau de la communauté française oubliée par le cours de l'Histoire* ». Jamais, il ne prit la pleine mesure de ce que le Canada français avait évolué depuis 1763 et ne se considérait plus depuis longtemps comme « français ». Ce n'est pas le moindre des paradoxes pour qui souhaite mieux comprendre la relation ancienne et passionnelle du général de Gaulle pour le Canada français et son attitude équivoque – l'avenir se chargea de le prouver – pour le Canada dans sa forme fédérale. Pour autant, l'homme du 18 juin, pragmatique et soucieux de redonner à la France sa place au sein du concert des nations, ne pouvait ignorer toute l'aide apportée par les autorités canadiennes pendant le conflit. Du fait de considérations intérieures et du poids du Canada au sein de la coalition alliée, ce soutien fut souvent discret ; il n'en demeura pas moins décisif.
- 4 « *Quant à moi... je n'étais rien* », écrivait le général de Gaulle dans ses *Mémoires de guerre*. « *À mes côtés, pas l'ombre d'une force, ni d'une organisation. En France, aucun répondant et aucune notoriété. À l'étranger, ni crédit, ni justification...* » Au soir du 17 juin 1940, de Gaulle était effectivement seul, « *comme un homme au bord d'un océan qu'il prétendait franchir à la nage* »⁴. Ce qui ne l'empêcha pas de déclarer : « *Poursuivre la guerre ? Oui, certes ! Mais pour quel but et dans quelles limites ? Beaucoup, alors même qu'ils approuvaient l'entreprise, ne voulaient pas qu'elle fut autre chose qu'un concours donné, par une poignée de Français, à l'Empire britannique, demeuré debout et en ligne. Pas un instant, je n'envisageais la tentative sur ce plan-là. Pour moi, ce qu'il s'agissait de servir et de sauver, c'était la nation et l'État* »⁵. Conforme à son fameux appel du 18 juin, ce que cherchait de Gaulle, c'était donc d'abord de maintenir la France dans la guerre, une guerre qui devait nécessairement devenir mondiale et, par là, de préserver son rang sur la scène internationale⁶. Il se plaçait donc dans une logique de victoire à laquelle la France devait être impérativement associée. De ce point de vue, Ottawa pouvait jouer un rôle non négligeable et cela pour deux raisons : d'abord, le Canada était devenu, depuis la défaite de la France, le principal allié de la Grande-Bretagne – il le demeurera jusqu'à l'invasion de l'Union soviétique en juin 1941 ; ensuite, la présence d'une importante communauté francophone d'environ trois millions de personnes, pouvait, à terme, aider la cause de la France libre auprès des autorités fédérales⁷.
- 5 Aux lendemains de l'armistice franco-allemand, l'ancien sous-secrétaire d'État à la guerre du gouvernement de Paul Reynaud pouvait bien se déclarer, dans son style inimitable, le dépositaire de cette France qui refusait la défaite, il savait ses moyens d'action dérisoires. Première lueur d'espoir, cependant, le 23 juin, lorsque le gouvernement britannique rendit publique deux déclarations capitales. La première attaquait sans ménagement la décision du gouvernement Pétain de signer l'armistice, « *en violation des accords solennellement conclus entre les gouvernements alliés* ». En cessant le combat, le nouveau pouvoir venait de se placer « *dans un état d'assujettissement complet à l'ennemi* », ce qui le

privait « de toute liberté, de tout droit de représenter de libres citoyens français ». La seconde « prenait acte de projet de formation d'un Comité national français et manifestait, par avance, l'intention de le reconnaître et de traiter avec lui en toute matière relative à la poursuite de la guerre »⁸.

- 6 S'il s'agissait bien d'une première reconnaissance officielle de la France libre, elle n'était encore que limitée. Pour l'heure, et en attendant les ralliements de personnalités françaises d'envergure, Churchill n'avait aucune intention de faire du mouvement gaulliste une sorte de gouvernement en exil. De Gaulle, non plus, d'ailleurs. « Presque inconnu, complètement dépourvu, il eut été de ma part dérisoire de proclamer "gouvernement", l'organisme élémentaire que je formais autour de moi », soulignait-il dans ses *Mémoires de guerre*. « Encore fallait-il que des personnalités assez représentatives voulussent m'apporter leur concours. »⁹ Or, les ralliements ne se produisirent qu'avec une lenteur exaspérante. « Londres, en juin 1940, ce n'était pas une ville où l'on arrivait, mais une ville d'où l'on partait »¹⁰, ironisait Élisabeth de Miribel, l'une des rares fidèles de la première heure. Parmi le petit groupe de hauts fonctionnaires français en poste à Londres au moment de l'armistice, bien peu se décidèrent à rejoindre ce général qui prétendait, à lui seul, incarner la France.
- 7 « Je considère que ce serait une grande faute que d'essayer de constituer en Angleterre une organisation qui pourrait apparaître en France comme une autorité créée sous la protection de l'Angleterre... Je partage complètement votre volonté d'empêcher la France d'abandonner la lutte... Mais ce n'est pas de Londres que peut partir l'effort de résurrection »¹¹, écrivait Jean Monnet, le président du Comité de coordination franco-britannique, à de Gaulle, dès le 23 juin. Plusieurs autres grands noms de la diplomatie française, à commencer par Charles Corbin, l'ambassadeur de France en Grande-Bretagne, ou encore Alexis Léger, l'ancien secrétaire général du Quai d'Orsay, refusèrent leur concours. Même réticence chez les militaires. Le général Béthouart, commandant de la division revenue de Norvège, préféra, lui aussi, regagner la France. « Au total..., cette abstention presque générale des personnalités françaises ne rehaussait certes pas le crédit de mon entreprise », remarquait justement de Gaulle.
- 8 La déclaration britannique du 28 juin, qui reconnaissait de Gaulle comme le « chef de tous les Français libres, où qu'ils se trouvent, qui se rallient à lui pour la défense de la cause alliée », soulignait le pragmatisme, voire le scepticisme de Londres. Si Winston Churchill et ses proches collaborateurs, en particulier Edward Spears et Desmond Morton, continuaient, malgré leur déception, à manifester un soutien sans faille à la cause gaulliste, beaucoup, au sein même du gouvernement, au *Foreign Office* ou au *War Office*, faisaient bien peu de cas des ambitions du général dissident. En tout état de cause, le gouvernement légitime de la France restait celui du maréchal Pétain, et c'était avec lui qu'il fallait chercher à négocier.
- 9 La plupart des hauts responsables canadiens partageaient ce point de vue. Par nécessité. Puisque la formation d'un contre-pouvoir suffisamment puissant avait échoué, la logique diplomatique, sans oublier une situation politique intérieure volatile, exigeaient le maintien de relations avec le nouveau gouvernement du maréchal Pétain. Il n'y avait pas d'autre alternative. L'incroyable défaite française avait, personne ne l'ignorait à Ottawa, été profondément ressentie au Québec. « Ce qui m'a le plus étonné alors », se souvient le nationaliste André Laurendeau, « c'est la douleur morne des foules montréalaises. Je ne croyais pas que pour elles, la France eut cette réalité. »¹² À l'été 1940, la grande majorité des Canadiens-Français, à mesure que les relations entre la France de Vichy et la Grande-Bretagne se détérioraient, se réfugiait dans l'attentisme. « Les Canadiens-Français se

récusent lorsqu'on leur demande de juger et de condamner la France officielle (...). La province de Québec est fière des milliers de ses fils qui se sont engagés à combattre dans l'armée anglaise (...). On aurait tort de lui demander de se mêler du problème moral qui divise présentement la nation française. »¹³ De son côté, le quotidien *La Presse* affirmait : « C'est une controverse douloureuse que regretteront tous les amis de la France, tous ceux qui ont suivi anxieusement le spectacle des souffrances qu'elle vient de subir. »¹⁴

- 10 À l'image d'une presse visiblement désorientée, les milieux politiques modérés de la province de Québec, à commencer par les Libéraux au pouvoir, évitèrent de s'engager sur un sujet politiquement dangereux. D'emblée, la mouvance nationaliste canadienne-française refusa de faire preuve de la même réserve. Hostiles aux idéologies issues de la Révolution française, très attachés aux valeurs du catholicisme, les nationalistes canadiens-français entendaient défendre une certaine idée de l'identité canadienne. Viscéralement isolationnistes, ils regrettaient que leurs compatriotes de souche anglo-saxonne soient restés si attachés à l'Empire britannique. Leurs sentiments antibritanniques étaient perceptibles dès avant la guerre. « Notre première loyauté, c'est le Canada. Nos voisins d'Amérique le comprendront, eux qui pour être nettement d'Amérique, tournèrent au XVIII^e siècle le dos à l'Europe. »¹⁵ La mouvance nationaliste s'était donc opposée, parfois dans des termes virulents, à la déclaration de guerre du Canada. « La guerre actuelle », écrit Léopold Richer, correspondant du quotidien *Le Devoir* à la Chambre des Communes, « découle en ligne directe de la mauvaise paix de Versailles. La guerre s'explique par le désir de sécurité territoriale pour la France et d'hégémonie maritime pour l'Angleterre. »¹⁶
- 11 Si la défaite française signifiait un retour de la société française à des valeurs plus traditionnelles, tant mieux. De surcroît, prendre position pour le gouvernement de Vichy, « le meilleur que la France ait jamais eu », un gouvernement avec lequel Ottawa avait choisi de maintenir des liens diplomatiques, permettait de critiquer la participation canadienne au conflit aux côtés de la Grande-Bretagne. Une telle stratégie apparaissait d'autant plus nécessaire que le Canada anglophone, par la voix du Parti conservateur, demandait qu'Ottawa intensifiât son aide militaire et économique à la Grande-Bretagne. On le voit, pour le gouvernement fédéral, l'enjeu était d'abord politique : comment maintenir la fragile unité canadienne dans le contexte de la défaite française ?
- 12 On comprend donc mieux pourquoi, hanté par les risques d'un conflit armé entre la France et la Grande-Bretagne, dont les conséquences auraient été désastreuses pour le Canada, préoccupé par la question, omniprésente, de l'unité canadienne dans la guerre, le gouvernement de Mackenzie King ne pouvait concevoir une reconnaissance, même limitée, du mouvement gaulliste. « Rien n'empêche les Français de manifester leur préférence vis-à-vis des groupes, qui, malheureusement, divisent la France, mais je crois que nous Canadiens-Français, avons tout l'intérêt du monde à ne pas prendre part à cette controverse », ¹⁷ remarquait Ernest Lapointe, le ministre canadien de la Justice. Lapointe, qui admirait Pétain, se méfiait de De Gaulle et ne manquait jamais une occasion de souligner les risques que présentaient les gaullistes pour l'unité canadienne, bien fragile. De son côté, O. D. Skelton, le sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures, craignait les initiatives « dangereuses » de la France libre et comparait les partisans du mouvement gaulliste à des fauteurs de guerre inconséquents, de surcroît à la solde du *Foreign Office*, une opinion bientôt renforcée par l'échec de Dakar.
- 13 Parmi les diplomates, Georges Vanier, officiellement ministre en titre auprès du gouvernement français, bien qu'ayant quitté la France en juin 1940, critiquait, quant à lui, le « manque de jugement politique » du général, qu'il disait conseillé « par un groupe

d'hommes qui ne valent pas grand-chose », et mettait franchement en garde le Premier ministre King contre toute reconnaissance prématurée de la France libre ¹⁸. De Londres, Pierre Dupuy, nommé chargé d'affaires auprès des gouvernements français, néerlandais et belges, faisait parvenir des rapports aussi longs que défavorables à de Gaulle, « *ce colonel fait général il y a une quinzaine de jours* », entouré d'une poignée d'hommes plus intéressés par l'ébauche de combinaisons politiques les uns contre les autres que du sort de la patrie en détresse. « *Il est évident que de Gaulle, aussi longtemps qu'ils se sont déclarés prêts à se battre pour sa cause, n'a jamais fait grand cas... des origines de ses partisans.* » ¹⁹ Les divisions internes du jeune mouvement gaulliste, soulignées à gros traits par Dupuy, ne parlaient évidemment pas en faveur des Français libres. Même si les rapports du chargé d'affaires canadien avaient une très nette tendance à les amplifier, les rivalités personnelles, les querelles politiques qui secouaient périodiquement le Comité national français de Londres ne pouvaient que se répercuter sur les comités de la France libre au Canada. « *Il me fallait passer 90 % de mon temps, jour et nuit, à protéger la France libre, ici, contre les intrigues, les incompréhensions et l'ignorance du Comité national à Londres* » ²⁰, confiait Élisabeth de Miribel au capitaine Thierry d'Argenlieu, en septembre 1942.

- 14 Parce qu'il lui apparaissait essentiel d'offrir une alternative à la propagande très active du régime de Vichy au Canada, et parce que le Canada était alors le principal allié de la Grande-Bretagne, le général de Gaulle choisit, le 1^{er} août 1940, d'en appeler directement aux Canadiens-Français. Dans un appel vibrant, il exhortait les Canadiens-Français à porter avec fierté le flambeau de la culture française, évoquait le « *rôle et [l'] importance [du Canada] à l'intérieur de l'Empire britannique (...) terre d'union de l'Ancien et du Nouveau Monde* », et soulignait que « *dans cette guerre mondiale, aucun homme de bon sens ne tient pour possible la victoire de la liberté sans le concours du continent américain* ».
- 15 Le Général avait déjà invoqué la guerre mondiale dans son appel du 18 juin. Il en profitait pour souligner aussi combien l'exemple du Canada français, « *un rameau de la vieille souche française (...) devenu un arbre magnifique* », pouvait contribuer à « *ranimer l'espérance [de la France] dans l'avenir* » ²¹. Afin de mesurer l'impact de son appel, il demanda à son représentant au Canada, le docteur William Vignal, « *si le discours du 1^{er} août, transmis à 10h pm heure locale aux Canadiens français, a été satisfaisant* » ²². Malheureusement, il n'en fut rien. La presse modérée francophone n'évoqua presque pas l'appel et le gouvernement canadien, par la voix d'Ernest Lapointe, jugea qu'il ne s'agissait de rien de moins que d'une « *insulte* ». La réponse des nationalistes fut tout aussi cinglante : « *La France n'est pas morte* », affirmait *Le Devoir*, « *nous ne sommes, nous, Canadiens de langue française et quoi qu'on en ait dit avec générosité d'esprit mais trop tôt, que ses héritiers éventuels et lointains.* » Au sein de la mouvance nationaliste et anglophobe, de Gaulle n'était rien d'autre qu'un suppôt de l'impérialisme britannique et les Français libres des « *mercenaires de l'Angleterre* » ²³.
- 16 Une seconde initiative du général de Gaulle, relative à « *l'autorisation de transport au Canada pour 150 élèves aviateurs des Forces Aériennes Libres Françaises en cours d'entraînement, et d'organisation sur le sol canadien... de leur complément d'instruction* » ²⁴ ne connut guère plus de succès. Un mémorandum du quartier général des Forces françaises libres nous indique que le Général tenait beaucoup à ce projet. Il avait bien envisagé la formation en Grande-Bretagne d'un centre d'entraînement, mais outre le manque de matériel, il y avait le problème de la langue, « *la plupart [des] élèves ne parlant pas l'anglais* ». Mais, au-delà des conditions strictement économiques, « *la présence [au Canada] d'un centre français d'entraînement ne peut manquer d'attirer un grand nombre de jeunes Français résidant au Canada*

et aux États-Unis et pour qui l'éloignement des Forces Françaises Libres en Grande-Bretagne constitue un obstacle à leur ralliement »²⁵.

- 17 À Londres, le haut-commissariat canadien, Vincent Massey, était acquis à l'idée, « *une excellente opportunité de montrer aux Français du Canada, la solidarité... existante entre les peuples français et britannique* »²⁶. Mackenzie King, malgré « *la sympathie générale* » pour l'idée, ne montra guère d'enthousiasme. La demande de De Gaulle avait des implications politiques évidentes. Dans l'esprit du Général, en effet, il s'agissait bien de la création d'un centre d'entraînement français autonome. Un tel projet n'aurait pas manqué de provoquer une nouvelle controverse. King invoqua donc les difficultés pratiques d'une incorporation de pilotes français aux forces canadiennes et laissa traîner l'affaire. Mais, le problème n'était pas résolu pour autant. Le 21 septembre, un mémorandum du conseiller au sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures, H.L. Keenleyside, demandait clairement une décision²⁷. La question fut enfin discutée lors d'un Comité de guerre du cabinet, le 1^{er} octobre. La réponse était négative. Il n'y aurait pas de centre d'entraînement français sur le sol canadien. Toutefois, le gouvernement canadien n'excluait pas la possibilité d'accueillir les pilotes français mais à condition qu'ils aient été au préalable incorporés à la *Royal Air Force*²⁸. L'entraînement des pilotes français pourrait ainsi passer inaperçu. Ce faisant, on évitait toute controverse.
- 18 Les tensions au sein du mouvement gaulliste au Canada, parce qu'elles ne pouvaient que renforcer la méfiance initiale à l'encontre de la France libre, entravaient sérieusement les efforts du Général, non seulement pour gagner l'adhésion de la communauté française au Canada, mais aussi pour amener les autorités canadiennes à envisager une plus grande coopération avec son mouvement. Dès la fin juillet 1940, le général de Gaulle avait pourtant souhaité, que « *tous les Français du Canada qui sont en faveur de mon effort se constituent en un groupement avec qui nous resterons en contact et à qui nous enverrons régulièrement des nouvelles sur les progrès de notre entreprise* ». Le choix de William Vignal, président de l'Union nationale française de Montréal, comme représentant de la France libre au Canada fut désastreux. Jaloux de son autorité, condescendant dans ses rapports avec d'autres personnalités de la communauté francophones, Vignal fut rapidement l'objet de nombreuses critiques. On lui reprochait, en outre, son manque d'énergie et, surtout, son antipathie pour les Canadiens-Français qu'il ne se privait pas de traiter avec paternalisme²⁹.
- 19 Secoués par d'incessantes querelles intestines, les comités de la France libre qui s'étaient spontanément formés partout au Canada dès le mois de juin 1940 eurent toutes les peines du monde à se faire reconnaître par les autorités fédérales canadiennes. Lorsque l'association « France quand même » voulut, conformément à la législation canadienne, se doter d'un statut juridique, à l'automne 1940, le ministère de la Justice lui opposa une fin de non-recevoir. Pas question non plus de permettre aux associations gaullistes de transférer des fonds à Londres. Le compte rendu du Comité de guerre du cabinet, réuni par Mackenzie King le 1^{er} octobre, est très clair sur ce point. « *Le gouvernement ne devra ni assister, ni empêcher les collectes de fonds, au Canada, en faveur du mouvement du Général de Gaulle.* »³⁰ À la fin de 1940, la présence gaulliste au Canada demeurait donc marginale : quelques associations de sympathisants, isolées, éparpillées dans tout le pays et sans aucun lien entre elles, incapables, surtout, de contrebalancer efficacement la propagande vichyste. Dure leçon pour le général de Gaulle qui avait espéré beaucoup plus du Canada. Et que dire de ces Canadiens francophones, dans leur grande majorité, apathiques, quand ils n'étaient pas franchement hostiles à sa cause ?

- 20 Au début de 1941, avec le timide dégel franco-britannique et l'attitude plutôt bienveillante des États-Unis à l'égard de Vichy, le général de Gaulle n'avait aucune raison d'espérer un changement d'attitude notable de la part du gouvernement canadien. La nomination, le 9 février, de cet « incurable anglophobe » de Darlan à la vice-présidence du Conseil, bientôt suivie par la décision de la commission allemande d'armistice d'interdire la poursuite des conversations franco-britanniques de l'automne 1940, amenèrent pourtant Ottawa à reconsidérer, presque imperceptiblement, son attitude à l'encontre des gaullistes. Les premiers effets de ces changements se firent sentir dès le 18 février, lorsque Mackenzie King, contre toute attente, donna son aval au projet de visite d'un représentant de la France libre au Canada³¹. Le choix de De Gaulle se porta sur le capitaine de frégate Thierry d'Argenlieu, un moine carmélite, rallié de la première heure.
- 21 Dès son arrivée à Ottawa, à la fin mars, d'Argenlieu fut reçu en audience par le Premier ministre. À l'issue de cette première entrevue, tout à fait cruciale pour l'avenir des relations de la France libre avec les autorités canadiennes, Mackenzie King approuva la nomination d'un représentant officiel du général de Gaulle³². Vignal, qui avait donné bien des marques de son incompétence, fut immédiatement remplacé par le colonel Martin Prével, mieux connu sous son nom de guerre, Philippe Pierrené. Entouré de collaborateurs remarquables, dont Élisabeth de Miribel, Pierrené s'employa à redorer le blason singulièrement terni, quand il n'était pas complètement ignoré, de la France libre. La tâche était immense, surtout au Canada français. « *Sentimentalement, Québec reste foncièrement attaché à Vichy* », raconte Élisabeth de Miribel. « *En partie, du fait de l'esprit de caste de personnalités dirigeantes, en partie sous l'influence d'un clergé réactionnaire, ou simplement par ignorance de l'état réel de la France. Les Canadiens [francophones] ont une admiration sans bornes pour le Maréchal Pétain, malgré son entourage, malgré ses erreurs.* »³³
- 22 D'Argenlieu confia à Élisabeth de Miribel, l'ancienne secrétaire du Général à Londres, le soin de constituer, en juillet, un bureau d'information de la France libre. À force de détermination, la jeune femme parvint, en quelques mois, à s'imposer dans les milieux proches du gouvernement fédéral comme une interlocutrice incontournable. « *Notre mouvement n'était pas encore reconnu, écrit-elle, mais nous bénéficions d'une sorte de statut non écrit.* »³⁴ Le fait fut confirmé par d'Argenlieu dans un rapport de mission au général de Gaulle : « *Le but principal a été atteint (...) M. Lapointe (...) m'a déclaré, en me priant de le dire en Angleterre, que ma mission avait rendu un très grand service au gouvernement fédéral. La rupture des relations officielles avec le gouvernement de Vichy, qui eut été impossible en juin 1940, sans entraîner une crise intérieure grave à cause de la minorité franco-canadienne, devient réalisable à la suite du mouvement d'opinion créé par ma mission.* »³⁵
- 23 L'amélioration des relations de la France libre avec le gouvernement canadien était indéniable, encore que l'optimisme de D'Argenlieu se révéla pour le moins prématuré. Norman Robertson, sous-secrétaire aux Affaires extérieures à partir de la fin 1940, pourtant tout disposé à l'égard du général de Gaulle et de son mouvement, ne pouvait ni ne voulait aller trop vite dans la voie de la reconnaissance. Tant que le Canada maintiendrait des relations diplomatiques avec Vichy, expliquait-il à Mackenzie King, toute redéfinition en profondeur du statut de la France libre devait être évitée. Une situation qui ne pouvait, de toute façon, que changer tôt ou tard « *avec l'évolution de la position française en général* »³⁶. Pour autant, tout au long de l'année 1941, puis dans les premiers mois de 1942, Robertson n'en persista pas moins dans sa politique de coopération avec la France libre, qui devint la « France combattante » à partir du 14 juillet 1942. Les obstacles demeuraient, cependant. « *Il faut bien se rendre à l'évidence* »,

expliquait Robertson au Département d'État américain, dès septembre 1941, « *que les sympathisants (...) de la France libre se sont (jusqu'à présent) montrés très divisés. Ces derniers mois ont été difficiles et les rivalités de personnes, de tactiques et de politiques générales les ont empêchées de parvenir à ce degré d'unité que leurs responsables avaient espéré.* » Situation similaire à ce qui se passait alors aux États-Unis où « *les Français libres offrent le spectacle de la confusion, de la rivalité et d'ambitions personnelles* »³⁷.

- 24 En août 1942, la nomination par le Comité de Londres d'un rallié de très fraîche date, Léon Marchal, au poste de délégué de la France combattante au Canada suscita de nouveaux remous. « *J'avais pensé que le choix d'un soldat ayant participé à des opérations militaires contre l'Axe pour représenter les Français combattants (...) aurait été plus judicieux et symbolique qu'un ancien diplomate qui vient tout juste de rompre ses attaches avec Vichy* »³⁸, remarquait Norman Robertson. Le général de Gaulle n'avait pas anticipé les vives réactions négatives que suscita son nouveau choix de représentant. Il avait d'abord cherché à pallier les faiblesses de sa représentation au Canada en nommant un homme, catholique pratiquant, qui, du fait de ses anciennes fonctions consulaires, connaissait bien le Canada, en particulier le Canada français. Ce faisant, de Gaulle, qui agissait avec pragmatisme, ne prenait pas la pleine mesure des difficultés intérieures canadiennes, dominées par le maintien d'une unité nationale des plus fragiles. Robertson, déterminé à ne pas accepter la candidature de Marchal, demanda à Vincent Massey d'intervenir auprès du Comité national français.
- 25 La difficulté n'était pas seulement de trouver l'homme de la situation, capable de « *maintenir un semblant de concorde* » au sein même de la branche canadienne de l'organisation gaulliste. « *La nature de la représentation de la France Combattante au Canada constitue également une source d'inquiétude pour nous (...) en ce sens qu'elle est liée à certains de nos problèmes internes. Une représentation faible (...), qui s'identifie avec un seul groupe, ne peut que se répercuter sur nos problèmes domestiques en fournissant un autre terrain propice aux querelles* »³⁹, écrivait-il à Massey. « *Il ne fait aucun doute que la nomination d'un homme aux qualités exemplaires aiderait notre effort de guerre au Québec* », avait-il expliqué au Premier ministre, quelques semaines plus tôt. Robertson préparait déjà l'après Vichy. « *Si les événements devaient conduire à une rupture avec Vichy, il me paraît essentiel qu'il n'y ait pas d'interruption dans nos relations avec la France (...)* », déclara-t-il à Mackenzie King.
- 26 La rupture tant attendue avec Vichy survint avec le débarquement des alliés en Afrique du Nord de novembre 1942 – l'opération « Torch ». Il y avait tout lieu de croire que la fin des relations avec Vichy permettrait de clarifier et de raffermir la position du général de Gaulle au Canada. Il n'en fut rien, tout au moins dans l'immédiat. Les négociations laborieuses des premiers mois de 1943, qui aboutirent, en août, à la reconnaissance du Comité de libération nationale, marquèrent, cependant, une nouvelle étape dans les relations franco-canadiennes. La période du maintien des relations avec Vichy était passée et plus rien n'empêchait Ottawa d'exprimer des sentiments ouvertement favorables à l'action de la France combattante. La France, pensait-on à Ottawa, devait retrouver sa place parmi les nations européennes et ce n'était assurément pas sur un amiral Darlan ou un général Giraud, trop impliqués avec le régime de Vichy, et pourtant soutenus par les Américains, qu'il fallait compter pour y parvenir. « *Darlan n'est pas un nom respecté, aussi bien en France métropolitaine que dans l'empire français. Il s'est identifié à certaines des politiques les plus controversées de Vichy. Le quartieron de généraux qui lui ont apporté leur concours en Afrique du Nord est essentiellement composé de gens de droite et de réactionnaires, nostalgiques [...] des politiques quasi-fascistes de Vichy. Selon moi, ils ne représentent pas aussi fidèlement que les Français combattants l'esprit de la vraie France, dont la*

*pureté des intentions a pu être testée au cours des deux dernières années. Je pense donc qu'il serait à la fois déloyal et irresponsable de les [les Français combattants] abandonner maintenant et de reconnaître précipitamment Darlan et ses associés comme le gouvernement français. »*⁴⁰

- 27 Le gouvernement canadien acceptait donc de plus en plus difficilement l'entêtement de la Maison Blanche et du Département d'État à l'égard des gaullistes. Dans sa longue quête de reconnaissance, le général de Gaulle put donc bientôt bénéficier du solide, encore que nécessairement discret, soutien du Canada. Sans s'attaquer de front à la stratégie du Département d'État, qui refusa pendant longtemps de reconnaître le poids politique grandissant du général de Gaulle, en Afrique du Nord, puis en France, les officiels canadiens ne cessèrent de faire pression sur Londres et Washington pour qu'une solution rapide fût trouvée au problème français. Dès le mois de février 1943, Mackenzie King nomma le général Georges Vanier, ancien ministre du Canada à Paris et dont les sentiments pro-gaullistes étaient connus de tous, « *représentant du gouvernement canadien* ». Sur la question de la reconnaissance du Comité français de libération nationale (CFLN) qui se posa quelques semaines plus tard, Vanier conseilla d'agir vite pour éviter une trop grande pénétration communiste au sein de la Résistance. Il y avait d'autant plus urgence que l'Union soviétique penchait pour une reconnaissance unilatérale⁴¹.
- 28 L'année suivante, les autorités canadiennes exercèrent de nouvelles pressions pour une prompt reconnaissance du Gouvernement provisoire de la République française (GPRF). De Gaulle, Ottawa en était convaincu depuis longtemps, était l'homme de la situation. Sans lui, on risquait le chaos, le communisme, l'instabilité durable au sortir de la guerre. L'Europe de l'après-guerre ne pouvait se le permettre, pas plus d'ailleurs que le Canada, dont l'unité dépendait en partie de bonnes relations avec une France forte et stable. À la veille du débarquement allié en Normandie, ils s'opposèrent donc, avec la plus grande vigueur, à la théorie rooseveltienne qui voulait que la France n'existât plus comme grande puissance. De Gaulle et ses conseillers, « *décus de l'incapacité pour les gouvernements américains et britanniques de définir et de renforcer les pouvoirs du Comité sur la question de l'administration en France, tout de suite après la libération* »⁴², se montraient, par contre, très sensibles aux efforts diplomatiques du Canada. Le 18 mai 1944, en présence des représentants alliés, le général de Gaulle, par la voix de son commissaire aux Affaires étrangères, René Massigli remerciait le Canada pour ses efforts, « *dont nous pouvons attendre pour l'œuvre de reconstruction de la France des effets dont nous devons être reconnaissants à nos amis d'Ottawa, de Montréal et de Québec* »⁴³.
- 29 Les visites triomphales du général de Gaulle au Canada, en 1944 et 1945, inauguraient une période de relations harmonieuses entre les deux pays. Pour autant, l'optimisme retomba rapidement. Puissance moyenne, le Canada n'avait pas cessé, depuis 1941, de revendiquer un droit de regard sur les questions qui touchaient directement à sa sécurité. Au sortir de la guerre, le Canada était membre de plusieurs organisations internationales. Satisfait de cette belle réussite mais très au fait des obstacles à surmonter, le gouvernement canadien aborda les négociations qui devaient aboutir à la naissance de l'Organisation des Nations unies avec réalisme et pragmatisme. Les « quatre grands », bientôt rejoints par la France, n'étaient pas trop disposés à partager la généreuse prééminence qu'ils s'étaient octroyés au sein de la nouvelle organisation.
- 30 Ottawa espérait beaucoup d'une intervention de la France. Après tout, le général de Gaulle avait clairement indiqué, lors de sa visite de l'été 1944, que son gouvernement soutiendrait les revendications canadiennes. « *Il n'est pas d'accord avec l'idée, émise par certain, que les grandes puissances seules devraient chercher à établir et maintenir la paix et plus*

généralement à contrôler les affaires du monde », rappelait Vanier. « Toutes les nations, qu'elles soient grandes ou petites (et la plupart des nations sont petites) devraient avoir une voix au sein de l'organisation pour la paix qui émergera du conflit. Cela n'empêchera pas les grandes puissances de conserver une influence prépondérante. »⁴⁴ Or, une fois que la France eut obtenu ce qu'elle voulait, autrement dit un siège permanent au Conseil de sécurité, les promesses gaulliennes furent vite oubliées et le Canada ne put compter que sur l'énergie et la compétence de ses diplomates. De son côté, de Gaulle avait cru pouvoir compter sur le Canada au moment des règlements de paix avec l'Allemagne. Or, si Ottawa avait toujours insisté pour que la France fût impliquée dans les négociations concernant l'avenir de l'Allemagne, les autorités canadiennes n'étaient pas favorables à un démembrement de l'Allemagne. Lors de sa seconde visite, de Gaulle avait pourtant été très clair sur la question : « De l'avis du gouvernement français (...) une division de l'Allemagne en plusieurs États (...) serait favorable au maintien de la sécurité en Europe. » Au bout du compte, Ottawa n'intervint presque pas.

- 31 Dès 1941, et malgré l'hostilité marquée de la mouvance nationaliste canadienne-française à l'encontre du général de Gaulle, Ottawa n'avait cessé d'apporter son soutien à la France libre. Tant que la position canadienne servait les intérêts de la France, le Général lui en sut gré. Au début de 1946, les relations franco-canadiennes, si porteuses d'espoir quelques mois auparavant, entrèrent dans une nouvelle phase, beaucoup moins ambitieuse. Il faudra attendre le retour au pouvoir du général de Gaulle en 1958 pour que la dynamique des relations franco-canadiennes change ; mais alors de Gaulle n'avait plus les mêmes priorités.

NOTES

1. GAULLE (Charles de), *Mémoires de guerre : l'Unité, 1942-1944*, Paris, Plon, 1959, p. 297.
2. GAULLE (Charles de), *Mémoires de guerre : le Salut, 1944-1946*, Paris, Plon, 1959, p. 259.
3. GAULLE (Charles de), *Mémoires de guerre : l'Unité*, op.cit., p. 296.
4. GAULLE (Charles de), *Mémoires de guerre : l'Appel, 1940-1942*, Paris, Plon, 1954, p. 87-89.
5. GAULLE (Charles de), *Mémoires de guerre : l'Appel*, op.cit., p. 88.
6. COINTET (Jean-Paul), *Histoire de Vichy*, Paris, Plon, 1996, p. 131.
7. Archives du ministère des Affaires étrangères (AMAE) Paris, série guerre 39-45, sous-série Londres, vol. 198. Note du 22 septembre 1942, Raymond Offroy pour le commissaire aux Affaires étrangères de la France libre.
8. GAULLE (Charles de), *Mémoires de guerre : l'Appel*, op.cit., p. 101.
9. GAULLE (Charles de), *Mémoires de guerre : l'Appel*, op.cit., p. 105.
10. Propos d'Élisabeth de Miribel cités dans Jean Lacouture, *De Gaulle*, tome 1, Paris, Seuil, Collection « Point-Histoire », 1984, p. 388.
11. GAULLE (Charles de), *Mémoires de guerre : l'Appel*, op.cit., p. 106.
12. LAURENDEAU (André), *La crise de la conscription, 1942*, Montréal, Éditions du Jour, 1962, p. 54.
13. *Le Soleil*, 9 août 1940.
14. *La Presse*, 9 août 1940.
15. *Le Devoir*. 21 septembre 1940.

16. Fondation Abbé Groulx, Montréal, fonds Georges Pelletier. Lettre de Léopold Richer à Georges Pelletier, 17 avril 1940.
17. Archives Nationales du Canada (ANC), papiers Ernest Lapointe, MG 27, vol. 24, Lapointe à Victor Morin, 5 décembre 1940.
18. ANC, papiers King (MG 26), *King Diary*, 7 octobre 1940.
19. ANC, papiers Vanier, vol. 10, Pierre Dupuy à Mackenzie King, 27 septembre 1940.
20. ANC, papiers Affaires extérieures, dossiers 712c-40. Lettre d'Élisabeth de Miribel au capitaine d'Argenlieu (interceptée par les services de la censure), 13 septembre 1942.
21. GAULLE (Charles de), *Discours et messages, tome 1 : pendant la guerre, 1940-1946*, Paris, Plon, 1970, p. 20-21.
22. AMAE, série guerre 39-45, sous-série Londres, vol. 389. Lettre du 15 août 1940, de Gaulle à Vignal.
23. MIRIBEL (Élisabeth de), *La liberté souffre violence*, Paris, Plon, 1981, p. 49.
24. *Documents on Canadian External Relations* (DCER), Vol. VIII, le général de Gaulle à Vincent Massey, 8 août 1940, p. 595.
25. DCER, Vol. VIII, mémorandum du quartier général des FFL, 4 septembre 1940, p. 599.
26. DCER, Vol. VIII, Vincent Massey à Mackenzie King, 8 juillet 1940, p. 593-594.
27. DCER, Vol. VIII, mémorandum du conseiller au sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures, 21 septembre 1940, p. 599-601.
28. DCER, Vol. VIII, extrait du procès-verbal du Comité de guerre du cabinet - "*Relations with France - Free French Movement*", 1^{er} octobre 1940, p. 604.
29. AMAE, série guerre 39-45.
30. ANC, papiers Affaires extérieures, dossiers 712c-40. *Cabinet War Committee Records*, minutes, 1^{er} octobre 1940.
31. DCER, Vol. VIII, Vincent Massey à Mackenzie King, 18 février 1941.
32. ANC, papiers King, *King Diary*, 20 mars 1941.
33. MIRIBEL (Élisabeth de), *op.cit.*, p. 50.
34. MIRIBEL (Élisabeth de), *op.cit.*, p. 75.
35. AMAE, série guerre 39-45, sous-série Londres, vol. 387. Rapport de mission au Canada du capitaine d'Argenlieu, 19 mai 1941.
36. ANC, papiers Affaires extérieures, dossiers 712c-40. Norman Robertson à Mackenzie King, 19 mai 1941.
37. MAE, CNF Londres, dossier 37, T 4828, Thierry d'Argenlieu à de Gaulle, 20 avril 1941.
38. ANC, papiers Affaires extérieures, dossiers 712c-40. Télégramme de Norman Robertson à Lester Pearson, 7 août 1942.
39. ANC, papiers Affaires extérieures, dossiers 712c-40. Lettre de Norman Robertson à Vincent Massey, 22 septembre 1942.
40. DCER, Vol. IX, 1942-1943, Norman Robertson à Mackenzie King, 27 novembre 1942, p. 1703-1704.
41. ANC, papiers Affaires extérieures, dossiers 3618-A-40C. Télégramme de Georges Vanier à Mackenzie King, 19 juillet 1943.
42. ANC, papiers Affaires extérieures, dossiers 3618-A-40C. Vanier à Mackenzie King, 21 mars 1944.
43. ANC, Affaires extérieures, dossiers 3 618-A-40C. Vanier à Mackenzie King, 18 mai 1944. "*Debate on foreign affairs which took place in the Assembly on May 12th and 15th*".
44. DCER, Vol. X, Vanier à Mackenzie King, 18 juillet 1944, p. 160-161.

RÉSUMÉS

Lorsque l'on évoque la relation du général de Gaulle avec le Canada, on serait tenté d'évoquer son fameux « Vive le Québec Libre » lancé du balcon de l'Hôtel de Ville de Montréal un jour de juillet 1967. Mais ce serait oublier que cette relation, pour passionnelle qu'elle ait été, ne fut pas toujours conflictuelle. Lors de ces visites triomphales au Canada, en 1944, puis en 1945, de Gaulle fut d'ailleurs bien obligé de souligner le soutien du Canada à la France libre dès le début de 1941, alors même qu'Ottawa continuait d'entretenir des relations officielles avec le régime de Vichy. À partir de novembre 1942, le Canada intervint régulièrement, à la mesure de ses moyens, pour que la France soit réintégrée au sein du concert des grandes puissances.

When discussing the relationship of General de Gaulle with Canada, one is tempted to recall his famous "Vive le Quebec Libre" launched from the balcony of Montreal's City Hall in July 1967. But this overlooks the fact that this relationship, as passionate as it was, was not always adversarial. During his triumphant visits in Canada, in 1944 and again in 1945, de Gaulle was also obliged to acknowledge the support of Canada for Free France early in 1941, even though Ottawa continued to maintain official relations with the Vichy regime. After November 1942, Canada intervened regularly, as well as it could, for France to be reinstated in the concert of great powers.

INDEX

Mots-clés : Canada, Deuxième Guerre mondiale, France libre

AUTEUR

OLIVIER COURTEAUX

Docteur en histoire de l'université Paris IV-Sorbonne, il est professeur adjoint au Collège militaire royal du Canada. Il vient de terminer une histoire des relations franco-canadiennes pendant la Seconde Guerre mondiale – le titre en anglais est *Canada between Vichy and Free France* – qui devrait paraître courant 2012 aux Presses universitaires de Toronto. Il prépare un ouvrage sur le Canada, la France et l'OTAN (1949-1966).